

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220929-lmc1178122-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 6 octobre 2022
Date d'affichage : 06/10/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 29 septembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
56	20	5
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/09/256</p> <p>APPROBATION DE LA CREATION DE L'ETABLISSEMENT "AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE ET DE L'ENVIRONNEMENT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR" ET DE SES STATUTS</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TANGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Valérie MONDONE, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à M. Hervé STASSINOS, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène BILL, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Sandra TORRES, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS ayant donné pouvoir à Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nadine ESPINASSE, Mme Chantal PORTUESE, M. Michel DURBANO, Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Béatrice BROTONS.

Séance Publique du 29 septembre 2022

N° D' O R D R E : 22/09/256

**O B J E T : APPROBATION DE LA CREATION DE
L'ETABLISSEMENT "AGENCE REGIONALE DE LA
BIODIVERSITE ET DE L'ENVIRONNEMENT
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR" ET DE SES
STATUTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants applicables aux établissements publics de coopération environnementale,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 131-9 et R. 131-32 relatifs aux Agences régionales de la biodiversité,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les statuts du Syndicat mixte « Agence Régionale pour l'Environnement - Agence Régionale pour la Biodiversité »,

VU le projet de statuts de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale « Agence Régionale de la Biodiversité et de l'Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur », figurant en annexe jointe,

VU l'avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement Développement Durable Transition Écologique Et Énergétique du 16 mai 2022,

CONSIDERANT que la Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a donné la possibilité aux Régions et à l'Office Français de la Biodiversité de créer des agences régionales de la biodiversité,

CONSIDERANT que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui porte une grande responsabilité pour la préservation de la biodiversité en France au regard de la diversité des milieux naturels et des espèces qui y vivent, est l'une des premières à s'être engagée dans cette dynamique multi partenariale,

CONSIDERANT que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en lien avec ses partenaires, a souhaité renforcer et élargir la gouvernance de l'Agence Régionale pour l'Environnement (ARPE) et de l'Agence Régionale de Biodiversité (ARB) créant un Etablissement Public de Coopération Environnementale par transformation du Syndicat mixte ARPE-ARB existant,

CONSIDERANT qu'il est ainsi envisagé de constituer un Etablissement Public de Coopération Environnementale à caractère administratif, dénommé « Agence Régionale de la Biodiversité et l'Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur », regroupant les 9 membres fondateurs suivants :

- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- L'Office Français de la Biodiversité ;
- L'Etat ;
- Le Département des Bouches-du-Rhône ;
- Le Département de Vaucluse ;
- Le Département des Alpes de Haute Provence ;
- La Métropole Nice-Côte d'Azur ;
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- La Communauté d'agglomération du Grand Avignon,

CONSIDERANT que cet établissement aura notamment pour objet de mettre en œuvre des orientations régionales en matière de préservation de la biodiversité et du patrimoine naturel dans leur dimension terrestre, aquatique et marine. Il constituera un outil de coopération entre les acteurs de la biodiversité pour échanger sur les positionnements stratégiques respectifs et les projets à conduire en commun pour préserver la biodiversité,

CONSIDERANT qu'il aura également pour objet d'accroître et d'améliorer les connaissances sur l'environnement, leur diffusion et la sensibilisation et l'information du public, d'apporter un concours scientifique et technique aux pouvoirs publics et d'assurer la conservation d'espèces ou la mise en place d'actions visant à préserver la biodiversité et à restaurer les milieux naturels,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale « Agence Régionale de la Biodiversité et de l'Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur », joints en annexe, et la création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale au 1^{er} janvier 2023 par transformation du Syndicat mixte « Agence Régionale Pour l'Environnement - Agence Régionale pour la Biodiversité ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3

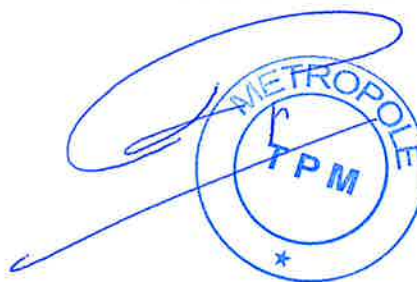
DE DIRE que les crédits seront inscrits à l'opération N°70 du Budget principal 2023.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

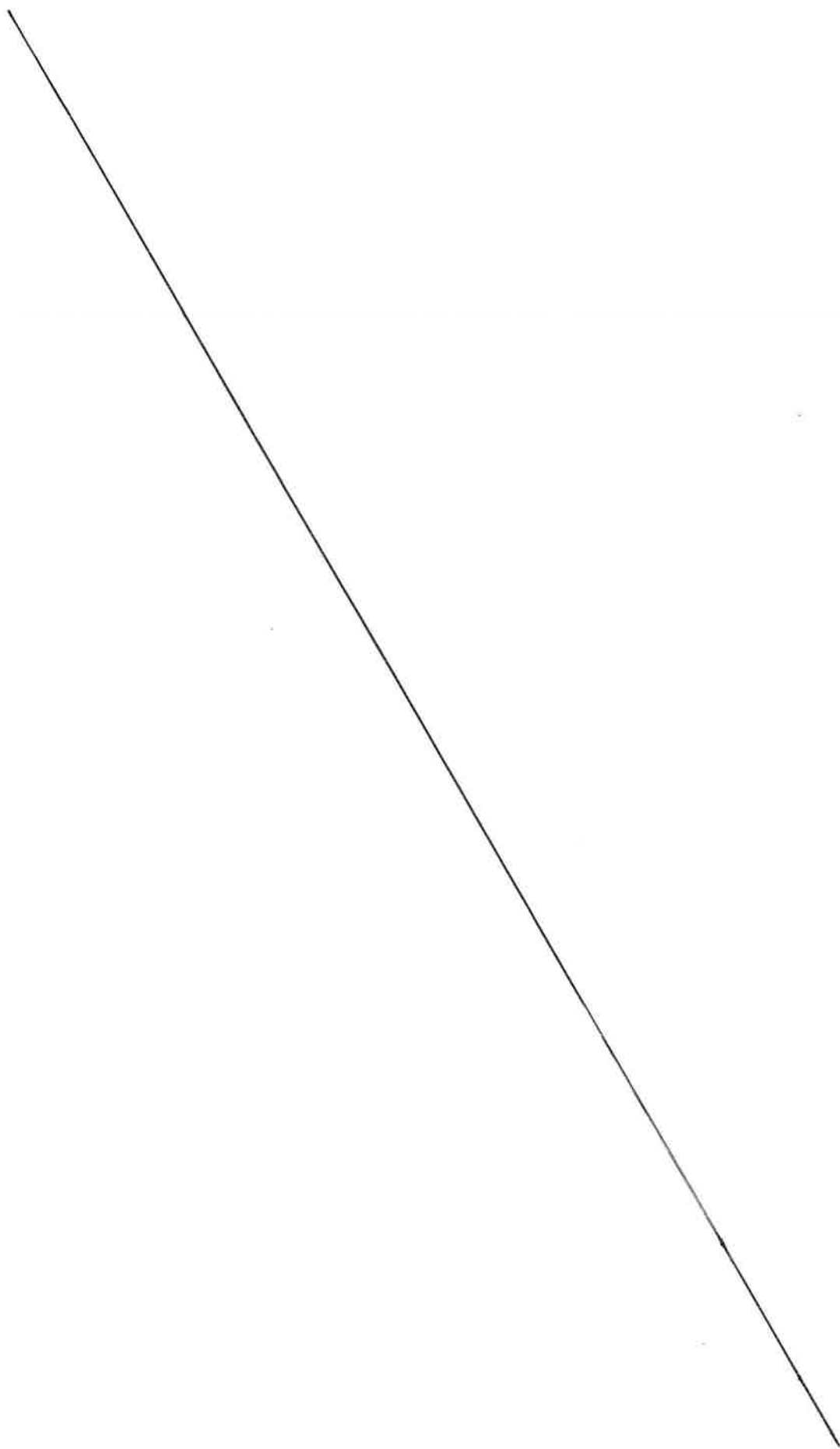


POUR 73

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL,
Monsieur Gilles BALDACCHINO.



PROJET

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE ET DE L'ENVIRONNEMENT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Etablissement public de coopération environnementale

STATUTS

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.131-9 qui prévoit que les collectivités territoriales et l'Office français de la biodiversité coordonnent leurs actions dans les domaines d'intérêt commun et que les Régions et l'Office peuvent mettre en place conjointement des Agences régionales de la biodiversité ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment son article 3 qui prévoit que la Région est chargée d'organiser en qualité de chef de file les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dans le domaine de la protection de la biodiversité ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et le décret n°2016-1842 du 26 décembre 2016 relatif à l'Agence française de la biodiversité, modifié par le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité ;

Vu la délibération de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération de l'Office français de la biodiversité (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération du Département des Bouches-du-Rhône (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération du Département de Vaucluse (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération du Département des Alpes de Haute-Provence (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération de la Métropole de Nice Côte d'Azur (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant la création de l'Etablissement public de coopération environnementale et ses statuts ;

Vu la délibération du Syndicat mixte « Agence régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement – Agence régionale de la Biodiversité Provence-Alpes-Côte d'Azur » (ARPE-ARB) (**A COMPLETER**) du (**A COMPLETER**) approuvant sa transformation en Etablissement public de coopération environnementale au 1^{er} janvier 2023 ;

Exposé des motifs

La nature est une richesse exceptionnelle et un atout de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle représente un élément fondamental de notre qualité de vie (biodiversité, paysage, santé, alimentation, bien-être, loisirs, matières premières...) et un levier important de développement de nos territoires. Aujourd'hui, elle doit faire face à des pressions majeures : pollutions des milieux, perte de biodiversité, changement climatique, artificialisation des sols... La question de son devenir et de sa préservation se pose sur les moyen et long termes, tout autant que sa mise en valeur comme support de développement économique.

La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a donné la possibilité aux Régions et à l'Office français de la biodiversité, de créer des Agences régionales de la biodiversité. Ces Agences créées avec l'ensemble des acteurs volontaires ont un rôle de catalyseur des énergies et des compétences territoriales et impulsent une dynamique partenariale collaborative pour généraliser au plus près du terrain les bonnes pratiques de préservation et de restauration de la biodiversité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui porte une grande responsabilité pour la préservation de la biodiversité en France au regard de la diversité des milieux naturels et des espèces qui y vivent, est l'une des premières à s'être engagée dans cette dynamique multi partenariale.

Suite à la concertation engagée avec les acteurs du territoire en 2018, une convention a été signée en 2019 entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse de l'Office français de la biodiversité, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence Alpes-Côte d'Azur (DREAL), l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Agence régionale pour l'environnement-Agence régionale pour la biodiversité (ARPE-ARB) pour créer une Agence régionale de la biodiversité, véritable plateforme partenariale et désigner l'ARPE-ARB comme opérateur principal.

De 2019 à 2021, cette plateforme s'est structurée et est devenue opérationnelle en s'appuyant sur :

- un opérateur existant – l'ARPE, syndicat mixte, qui est devenue l'ARPE-ARB en faisant évoluer son plan d'actions pour répondre aux attentes des partenaires de l'ARB,

- un collectif de partenaires avec la mise en place d'un comité de pilotage large intégrant la Région, l'Etat et ses établissements, les Départements, les Métropoles, des représentants associatifs/entreprises.

En 2022, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en lien avec ses partenaires, a souhaité aller plus loin et renforcer et élargir la gouvernance ARB qui s'est construite depuis 3 ans en créant un Etablissement public de coopération environnementale par transformation du Syndicat mixte ARPE-ARB existant. Cet Etablissement permettra à la Région de renforcer son chef de filat « protection de la biodiversité » et de contribuer à la mise en œuvre des objectifs de son Plan Climat « Gardons une COP d'avance ».

Cet Etablissement permettra de mettre en œuvre de nombreuses missions à l'échelle régionale de manière collaborative et complémentaire aux dispositifs existants notamment sur l'accompagnement des collectivités et des acteurs socio-économiques, le développement des connaissances, la sensibilisation et la formation des publics et la mise en réseaux des acteurs afin de préserver la biodiversité.

ONT ETE APPROUVES LES PRESENTS STATUTS

TITRE Ier – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Création

Il est créé entre les membres suivants :

- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- L'Office français de la biodiversité ;
- L'Etat ;
- Le Département des Bouches-du-Rhône ;
- Le Département de Vaucluse ;
- Le Département des Alpes de Haute-Provence ;
- La Métropole Nice Côte d'Azur ;
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- La Communauté d'agglomération du Grand Avignon ;

un Etablissement public de coopération environnementale notamment régi par les articles L.1431-1 et suivants et R.1431-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la publication de l'arrêté préfectoral décidant de sa création.

Article 2 – Dénomination et siège de l'Etablissement

L'Etablissement public de coopération environnementale est dénommé : AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE ET DE L'ENVIRONNEMENT Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il a son siège 22 rue Sainte Barbe – CS 80573 – 13 205 Marseille cedex 0.

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du Conseil d'administration.

Article 3 – Nature juridique

L'Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur est un établissement public de coopération environnementale à caractère administratif.

Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

Article 4 – Missions et moyens d'actions

L'Etablissement constitue un outil opérationnel qui contribue à la mise en œuvre des orientations régionales en matière de préservation de la biodiversité et du patrimoine naturel dans leur dimension terrestre, aquatique et marine. Il est aussi un outil de coopération entre les acteurs de la biodiversité pour échanger sur les positionnements stratégiques respectifs et les projets à conduire en commun pour préserver la biodiversité.

Il a pour objet d'accroître et d'améliorer les connaissances sur l'environnement, leur diffusion et la sensibilisation et l'information du public, d'apporter un concours scientifique et technique aux pouvoirs publics et d'assurer la conservation d'espèces ou la mise en place d'actions visant à préserver la biodiversité et à restaurer les milieux naturels.

Dans ce cadre, l'Etablissement est notamment chargé de :

1. Accompagner les projets et les démarches territoriales de transition écologique et de préservation de la biodiversité et de l'eau

L'Etablissement en lien avec ses partenaires accompagne le déploiement de projets de territoire et d'actions en matière de préservation et de reconquête de la biodiversité : conseils aux porteurs de projets, mise en œuvre de projets pilotes, élaboration d'outils et méthodes, capitalisation des expériences.

2. Améliorer et valoriser les connaissances en matière de biodiversité, d'eau et de transition écologique

Connaître, suivre, améliorer, partager et faire connaître la biodiversité terrestre, maritime et aquatique est l'un des enjeux majeurs de l'Etablissement pour éclairer les décisions publiques grâce à la gestion d'observatoires et la contribution à l'élaboration de stratégies régionales.

3. Sensibiliser et former les différents publics aux enjeux de la biodiversité, de l'eau et de la transition écologique

L'Etablissement a pour rôle d'être un véritable centre de ressources et de sensibiliser et former les acteurs professionnels et le grand public aux enjeux liés à la biodiversité et aux bonnes pratiques en termes de préservation de cette biodiversité.

4. Se positionner en cœur de réseau en animant des réseaux d'acteurs et en développant des projets européens et internationaux

L'Etablissement permet la mise en réseau des acteurs pour créer des synergies en faveur de la préservation de la biodiversité en région, de partager et mutualiser les expériences, d'innover et développer des projets multi-partenariaux à l'échelle régionale, européenne et internationale.

L'Etablissement peut notamment réaliser, dans le cadre de son objet, des prestations de service pour ses membres ou des tiers.

Article 5 – Durée

L'Etablissement est constitué sans limitation de durée.

Il peut être dissous et liquidé dans les conditions définies à l'article 6 des présents statuts.

Article 6 – Entrée, retrait de membres et dissolution

Les règles d'entrée d'un nouveau membre dans l'Etablissement public de coopération environnementale sont fixées par l'article R.1431-3 du Code général des collectivités territoriales.

Les règles de retrait d'un membre de l'Etablissement sont fixées par l'article R.1431-19 du Code général des collectivités territoriales.

Les règles de dissolution/liquidation de l'Etablissement sont fixées par les articles R.1431-20 et R.1431-21 du Code général des collectivités territoriales.

TITRE II – ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 7 – Organisation générale

L'Etablissement est administré par un conseil d'administration et son Président.

Il est dirigé par un Directeur.

Article 8 – Composition du conseil d'administration

Article 8.1 – Le nombre et la répartition des sièges

Le conseil d'administration, qui compte **26 membres**, est composé comme suit :

- De représentants de personnes publiques, qui détiennent la majorité des sièges :

- 4 représentants de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- 2 représentants de l'Office français de la biodiversité ;
- 1 représentant de l'Etat en région ;
- 1 représentant du Département des Bouches-du-Rhône ;
- 1 représentant du Département de Vaucluse ;
- 1 représentant du Département des Alpes de Haute-Provence ;
- 1 représentant de la Métropole de Nice Côte d'Azur ;

- 1 représentant de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
 - 1 représentant de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon ;
 - 1 représentant de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
 - 1 représentant de l'ADEME ;
 - 1 représentant du Conservatoire du littoral.
- De personnalités qualifiées :
- 2 personnalités qualifiées dans les domaines de compétences de l'Etablissement.
- De représentants de fondations et d'associations :
- 1 représentant de l'association Réseau des Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
 - 1 représentant de l'association France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
 - 1 représentant de l'association Conservatoire d'espaces naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
 - 1 représentant de l'association Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- De représentants des secteurs économiques concernés :
- 1 représentant de la Chambre régionale du commerce et de l'industrie de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
 - 1 représentant de la Chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- De 2 représentants du personnel.

Article 8.2 – Les règles de désignation

Le conseil d'administration est composé de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes désignés, d'une part, et des femmes désignées, d'autre part, ne soit pas supérieur à un.

Les modalités de mise en œuvre de cette règle pourront être précisées par décision du conseil d'administration ou au sein du règlement intérieur de l'Etablissement.

Article 8.2.1 - Les représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics

Les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales sont représentés au conseil d'administration par leurs représentants désignés par leurs organes délibérants en leur sein pour la durée de leur mandat électif restant à courir au jour de leur désignation.

Les établissements publics sont représentés au conseil d'administration par leur représentant désignés selon les modalités qui leurs sont propres.

Article 8.2.2 - Le représentant de l'Etat

L'Etat est représenté au conseil d'administration par le Préfet de Région ou son représentant, désigné par le Préfet.

Article 8.2.3 - Les personnalités qualifiées

Les personnalités qualifiées sont désignées conjointement par les collectivités territoriales, les groupements de collectivités, l'Etat et les établissements publics membres, pour une durée de trois ans renouvelable.

Cette désignation tient compte de l'expérience professionnelle dans les domaines d'activité de l'Etablissement.

Article 8.2.4 - Les représentants de fondations et d'associations

Les représentants des fondations et associations sont désignés conjointement par les collectivités territoriales, les groupements de collectivités, les établissements publics et l'Etat membres, sur proposition de leur structure pour une durée de trois ans renouvelable (article R.1431-4).

Article 8.2.5 - Les représentants des secteurs économiques concernés

Les représentants des secteurs économiques sont désignés conjointement par les collectivités territoriales, les groupements de collectivités, les établissements publics et l'Etat membres, sur proposition de leur structure, pour une durée de trois ans renouvelables.

Article 8.2.6 - Les représentants du personnel

Les représentants du personnel sont élus pour une durée de trois ans renouvelable.

Les modalités d'élection des représentants du personnel sont fixées par le règlement intérieur de l'Etablissement.

Article 8.3 – Dispositions relatives à l'absence et à la vacance

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Article 8.4 – Exercice du mandat

Les membres du conseil d'administration exercent leur mandat à titre gratuit.

Toutefois, le mandat ouvre droit aux indemnités de déplacement prévues par la réglementation en vigueur.

Tout mandat prend fin de plein droit par la perte de la qualité en vertu de laquelle il a été donné.

Les membres du conseil d'administration veillent à exercer leur mandat dans le respect des obligations de probité qui s'imposent à eux, dont les manquements sont sanctionnés par les articles 432-10 et suivants du Code pénal.

En particulier, les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

Les membres du conseil d'administration veillent à éviter toute situation de conflit d'intérêts ; lorsqu'ils identifient un risque de conflit d'intérêts, ils en informent le Président de l'Etablissement et s'abstiennent de prendre part aux débats et de voter la ou les délibérations concernées.

Article 9 – Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour.

Il se réunit au moins deux fois par an. Le conseil d'administration est réuni de droit à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Le délai de convocation est de huit jours francs minimum. La convocation des membres du conseil d'administration est opérée par tout moyen, en ce compris par voie électronique.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Chaque membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance. Chaque membre du conseil d'administration ne peut recevoir plus de deux mandats.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours minimum. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Par dérogation, dans les cas suivants, une majorité des deux tiers est requise :

- Lorsque le conseil d'administration procède à l'élection du Président du conseil d'administration et du Vice-président ;
- Lorsque le conseil d'administration délibère sur la proposition de nomination du Directeur.

Pour le décompte des voix, chaque représentant au conseil d'administration dispose d'une voix, sauf les représentants de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui disposent chacun de 8 voix, les représentants de l'Office français de la biodiversité et de l'Agence de l'eau qui disposent chacun de 4 voix, les représentants de l'Etat, des Départements et des intercommunalités qui disposent chacun de 2 voix.

Le Directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le Président peut inviter, pour avis, au conseil d'administration toutes personnes dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour, sans qu'elles ne puissent toutefois prendre part au vote des délibérations.

Article 10 – Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine la politique de l'Etablissement et délibère sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'Etablissement.

Il délibère notamment sur :

- 1° Les orientations générales de la politique de l'Etablissement et, le cas échéant, un contrat d'objectifs ;
- 2° Le budget et ses modifications ;
- 3° Les comptes et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 4° Les créations, transformations et suppressions d'emplois permanents ;
- 5° Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'Etablissement est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 6° Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 7° Les projets de délégation de service public ;
- 8° Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 9° Les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;
- 10° L'acceptation des dons et legs ;
- 11° Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le Directeur ;
- 12° Les transactions ;
- 13° Le règlement intérieur de l'Etablissement ;
- 14° Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'Etablissement a fait l'objet ;
- 15° Le rapport d'activité.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions ainsi que les subventions ou concours financiers accordés par l'Etablissement qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au Directeur.

Ce dernier rend compte, lors des séances qui suivent la mise en œuvre de cette délégation, des décisions qu'il a prises en vertu de celle-ci.

Article 11 – Les Président et Vice-président du conseil d'administration

Le Président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelables, qui ne peut excéder, le cas échéant, le mandat électif qui justifie sa qualité de membre du conseil d'administration.

Il est assisté d'un Vice-président désigné dans les mêmes conditions qui peut remplacer le Président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

Le Président préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour. Il peut réunir le conseil d'administration de manière dématérialisée.

Le Président nomme le Directeur de l'Etablissement, dans les conditions prévues aux articles L.1431-5 et R.1431-10 du Code général des collectivités territoriales, sur proposition du conseil d'administration et après l'établissement d'un cahier des charges.

Il nomme le personnel de l'Etablissement, après avis du Directeur.

Il peut déléguer sa signature au Directeur.

En cas de cessation des fonctions du Président, pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration est convoqué pour procéder à l'élection dans les plus brefs délais d'un nouveau Président et d'un nouveau Vice-président.

En cas de cessation simultanée des fonctions de Président et de Vice-président, cette responsabilité échoit au doyen d'âge en fonction au sein du conseil d'administration.

Article 12 – Le Directeur

Article 12.1 – Désignation du Directeur

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de Directeur. Après réception et examen des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.

Au vu des projets d'orientations présentés par chacun des candidats figurant sur la liste précitée, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le candidat de son choix.

Le Président du conseil d'administration nomme le Directeur, sur proposition du conseil d'administration.

Article 12.2 – Mandat du Directeur

La durée du mandat du Directeur est de trois ans. Ce mandat est renouvelable par période de trois ans, après approbation par le conseil d'administration du projet présenté par le Directeur.

Le Directeur bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une durée égale à la durée de son mandat. Lorsque le mandat est renouvelé, après approbation par le conseil d'administration du

nouveau projet présenté par le Directeur, le contrat de ce dernier fait l'objet d'une reconduction expresse d'une durée équivalente à celle du mandat.

Article 12.3 – Attributions du Directeur

Le Directeur assure la direction de l'Etablissement.

A ce titre :

- 1° Il élabore et met en œuvre le projet environnemental et rend compte de son exécution au conseil d'administration ;
- 2° Il assure la programmation de l'activité environnementale de l'Etablissement ;
- 3° Il est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
- 4° Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- 5° Il assure la direction de l'ensemble des services ;
- 6° Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- 7° Il représente l'Etablissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il est consulté, pour avis, par le Président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'Etablissement.

Il peut, pour l'exercice de ses attributions, déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

Il participe au conseil d'administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Article 12.4 – Règles particulières relatives au Directeur

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'Etablissement et avec toute fonction dans un groupement ou établissement public qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'Etablissement.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'Etablissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des éventuelles filiales de l'Etablissement.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le Directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration.

Article 13 – Instances consultatives

13.1 Comité technique

Un comité technique, espace de travail, est constitué, ayant pour mission de contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du contrat d'objectifs de l'Etablissement. Il peut être force de proposition pour la mise en œuvre des missions de ce dernier, telles qu'énoncées à l'article 4 des présents statuts.

Sa composition est fixée par délibération du conseil d'administration ou par son règlement intérieur, le comité ayant vocation à réunir des référents techniques des membres et de financeurs de l'Etablissement.

Selon les besoins et les sujets, le comité technique peut se réunir en groupes de travail.

Le règlement intérieur de l'Etablissement détermine le fonctionnement du comité technique ainsi que les modalités de support administratif apporté audit comité par les personnels de l'Etablissement.

13.2 Autres instances

D'autres instances consultatives peuvent également être mises en place par décision du conseil d'administration, sur proposition du Directeur.

Le Conseil d'administration définit leurs missions, composition et fonctionnement.

Article 14 – Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'Etablissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'Etablissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Département de son siège.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'Etablissement.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 15 – Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre I du livre VI de la première partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'Etablissement.

Article 16 – Budget et règles générales

Le budget primitif est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'Etablissement puis chaque année dans les conditions de délais et de procédure prévus par le chapitre II du titre I du livre VI de la première partie du Code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions particulières des présents statuts.

Article 17 – Le comptable

Les fonctions de comptable sont confiées à un comptable de la direction générale des finances publiques, ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques.

Article 18 – Régies d'avances et de recettes

Le Directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du Code général des collectivités territoriales.

Article 19 – Ressources

Les ressources de l'Etablissement comprennent notamment :

- 1° Les contributions statutaires des membres de l'Etablissement désignés à l'article 1 ;
- 2° Les subventions et autres concours financiers de l'Union européenne, de l'Etat, des établissements publics, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de toute autre personne publique ;
- 3° Les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 4° Les produits de son activité commerciale ;
- 5° La rémunération des services rendus ;
- 6° Les produits de l'organisation de manifestations visant à promouvoir la protection de l'environnement ;
- 7° Le produit des aliénations ou immobilisations ;
- 8° Les libéralités, dons et legs et leurs revenus ;

Et d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

Article 20 – Charges

Les charges de l'Etablissement comprennent notamment les frais de personnel, les frais de fonctionnement, d'exploitation, de production et d'équipement, les impôts et contributions de

toute nature et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'Etablissement de ses missions.

Article 21 – Les contributions statutaires des membres

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Office Français de la Biodiversité, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, le Département de Vaucluse, le Département des Alpes de Haute Provence, la Métropole de Nice Côte d'Azur, la Métropole de Toulon Provence Méditerranée et la Communauté d'agglomération du Grand Avignon s'engagent à apporter à l'Etablissement les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions.

Les membres versent, chaque année, une contribution statutaire à l'Etablissement, cette dernière pouvant, le cas échéant, être complétée par tout autre type de financement.

Les montants de ces contributions statutaires sont fixés, au jour de l'approbation des présents statuts, comme suit :

- 500 000 euros pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- 300 000 euros pour l'Office français de la biodiversité ;
- 30 000 euros pour l'Etat en région ;
- 50 000 euros pour le Département des Bouches-du-Rhône ;
- 40 000 euros pour le Département de Vaucluse ;
- 10 000 euros pour le Département des Alpes de Haute Provence ;
- 40 000 euros pour la Métropole Nice Côte d'Azur ;
- 30 000 euros pour la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
- 10 000 euros pour la Communauté d'agglomération du Grand Avignon.

Article 22 – Le personnel de l'Etablissement

Le personnel de l'Etablissement est soumis aux dispositions du Code de la fonction publique et aux dispositions particulières de ce Code applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

TITRE IV – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 23 – Poursuite des missions, moyens matériels et financiers

A compter de la création de l'Etablissement, les missions assurées par le Syndicat mixte ARPE-ARB sont poursuivies par l'Etablissement.

L'Etablissement est substitué dans l'ensemble des délibérations et actes du Syndicat mixte ARPE-ARB et notamment dans les contrats en cours, sauf éventuelle dénonciation dans les conditions légales.

L'Etablissement est substitué au Syndicat mixte ARPE-ARB dans les droits et obligations attachés à l'ensemble des biens du Syndicat, lesquels constituent, au jour de sa création, le patrimoine de l'Etablissement.

La liste des actes et contrats en cours et l'inventaire des biens au jour de l'approbation des statuts seront joints aux présents statuts en annexes.

Article 24 – Personnel

A compter de sa création, l'Etablissement est substitué au Syndicat mixte ARPE-ARB en qualité d'employeur de l'ensemble des personnels du Syndicat.

Par dérogation aux présents statuts et jusqu'à la nomination du Directeur de l'Etablissement dans les conditions prévues à l'article 12, la direction de l'Etablissement est assurée par le Directeur du Syndicat mixte ARPE-ARB en fonction au jour de la création de l'Etablissement.

La liste des personnels concernés au jour de l'approbation des statuts est jointe aux présents statuts en annexes.

Article 25 – Dispositions transitoires relatives aux organes délibérants et exécutifs

Par dérogation aux présents statuts et jusqu'à l'élection du Président de l'Etablissement dans les conditions prévues à l'article 11, la première convocation au conseil d'administration sera signée et adressée aux différents membres du conseil d'administration par le Président de Région ou son représentant dans un délai minimum de huit jours francs précédant la date de réunion du conseil d'administration.

Lors de la première réunion du conseil d'administration, le doyen d'âge préside la séance et fait obligatoirement procéder à l'élection du Président.

Il laisse la place au Président après avoir proclamé les résultats de cette élection.

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des personnels, qui devra intervenir dans un délai maximum de six mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'Etablissement, le conseil d'administration siège valablement sans représentants du personnel.

TITRE V – AUTRES DISPOSITIONS

Article 26 – Modification des statuts

Les modifications statutaires sont demandées par décisions concordantes des membres de l'Etablissement au Préfet de région.

Les présents statuts sont modifiés par arrêté du Préfet de région.

Article 27 – Règlement intérieur

Le conseil d'administration adopte un règlement intérieur destiné à compléter les présents statuts.

Annexes :

- liste des actes et contrats en cours et inventaire des biens du Syndicat mixte ARPE-ARB au jour de l'approbation des statuts ;
- liste des personnels du Syndicat mixte ARPE-ARB au jour de l'approbation des statuts.

LISTE DES CONTRATS EN COURS ET INVENTAIRE DES BIENS DU SYNDICAT MIXTE ARPE-ARB AU 30 AVRIL 2022

LISTE DES SUBVENTIONS/CONVENTIONS EN COURS

Tiers		Numéro	Descriptif	Etat
ADEME	Subvention	N°20PAC0194	Promotion de la charte "Une plage sans déchet plastique" en PACA	Demande de solde en 2022
ADEME	Subvention	N°20PAC0094	Accompagnement des zones d'activités dans leurs actions de transition écologique et d'adaptation au changement climatique	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-4181	Mission d'analyse et de synthèse des données sur l'eau et les milieux aquatiques - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-4411	Mise en place d'un accompagnement collectif sur la gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques pour les EPCI - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-4412	Animation de l'OREDD - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-4573	Animation de l'OREMA - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-4646	Animation du réseau Gestion des Effluents Non Domestiques - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-5005	Centre de ressources sur la gestion des eaux pluviales - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-5006	RRGMA Programme d'actions - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-5007	RRGMA Mission d'animation n° 1 du réseau - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-5008	RRGMA Mission d'animation n° 2 du réseau - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2021-5454	Animation de l'ARB et actions de mobilisation en faveur de la biodiversité aquatique - 2021	Demande de solde en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2022-4476	animation 2022 d'un accompagnement collectif sur la gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques	Demande d'acompte de 50% en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2022-4473	Actions de mobilisation en faveur de la biodiversité aquatique - 2022	Demande d'acompte de 50% en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2022-4474	RRGMA Mission d'animation n° 2 du réseau - 2022	Demande d'acompte de 50% en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2022-4475	RRGMA Mission d'animation n° 1 du réseau - 2022	Demande d'acompte de 50% en 2022
AGENCE DE L'EAU	Subvention	2022-4472	Animation de l'ARB - 2022	Demande d'acompte de 50% en 2022
CAUE 84	Convention de partenariat		Projet Trame verte et bleue : de la planification régionale à la construction d'une stratégie territoriale	Demande de solde en 2022
Département de Vaucluse	Subvention		Participation du CD 84 au guide Restauration des Ripisylve	
DREAL	Subvention	A2019-SBEP-062	Programme LIFE Habitats Calanques - 2019	Demande de solde en 2022
DREAL	Subvention	A2020-SBEP-104	Programme LIFE Habitats Calanques - 2020	Demande de solde en 2022
DREAL	Subvention	A2021-SBEP-052	Réalisation/Adaptation en région d'un guide pour favoriser la biodiversité "Plantons local en PACA"	Demande de solde en 2022
DREAL	Subvention	A2022-SBEP-005	Missions RREN et Mécenaturel 2022	Demande de solde en 2021
DREAL	Subvention	A2022-SBEP-004	Animation de l'Observatoire Régional de la Biodiversité	
EUROPE	Convention de Prestation Intégrée	3797	PROJET PS1 FEDER PITEM COBIODIV	Demande de solde en 2022
EUROPE	Subvention	3896	PROJET PS2 FEDER PITEM COBIODIV	Demande de solde en 2022
EUROPE	Subvention	5217	PROJET PS3 FEDER PITEM COBIODIV	Demande de solde en 2022
EUROPE	Convention de Prestation Intégrée	5194	PROJET PS4 FEDER PITEM COBIODIV	Demande de solde en 2022
EUROPE	Subvention	3971	PROJET PS5 FEDER PITEM COBIODIV	Demande de solde en 2022
METROPOLE AMP	Subvention	Z211001COV80	Stratégie Biodiversité et Stratégie Environnement et plan climat - Actions 2021	Demande de solde en 2022
METROPOLE NCA	Subvention		Accompagnement du plan métropolitain de biodiversité 2020/2022	Demande de solde en 2022
OFB	Subvention		Réalisation du programme d'actions 2022	A percevoir en 2022
REGION	Subvention		Stratégie régionale faune exotique envahissante - Phase 3	A percevoir en 2022
REGION	Subvention		Projet DUO-DIVERSITE	50% perçu en 2022
REGION	Convention de Prestation Intégrée	2021210168	Projet Nature For City Life	Demande de solde en 2022
REGION	Subvention		Réalisation du programme d'actions 2022	Demande d'acompte de 70% en 2022
SMILO	Marché public		réalisation d'un guide sur l'assainissement des petites îles	Demande de solde en 2022
Carrières Ballestières des Alpes	Convention de mécénat		Mécénat de la mission Chemins de la biodiversité 2021-2023	Année 2022 à percevoir en 2022
Durance Granulats	Convention de mécénat		Mécénat de la mission Chemins de la biodiversité 2021-2024	Année 2022 à percevoir en 2022
EGL Méditerranée	Convention de mécénat		Mécénat de la mission Chemins de la biodiversité 2021-2025	Année 2022 à percevoir en 2022

Routière du midi	Convention de mécénat		Mécénat de la mission Chemins de la biodiversité 2021-2026	Année 2022 à percevoir en 2022
Société d'exploitation de car	Convention de mécénat		Mécénat de la mission Chemins de la biodiversité 2021-2027	Année 2022 à percevoir en 2022
CbNMed	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
CBNA	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
Conservatoire du Littoral	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
LPO PACA	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
DNF	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
Parc marin de la côte bleu	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PN Calanques	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PN des écrins	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PN Port Cros	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Alpilles	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Baronnies	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Luberon	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Mont Ventoux	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Préalpes d'Azur	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Queyras	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Sainte Baume	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
PNR Verdon	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
SNPN Camargues	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
Tour du valat	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
CEN PACA	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
Les amis du Vigueirat	Convention de partenariat		Convention annuelle sur les démarches "Chemins de la biodiversité" et "Mecenature!"	Année 2022 à percevoir en 2022
Conservatoire du littoral	Convention de mise à disposition		Mise à disposition à titre onéreux d'un agent de catégorie B du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	

MARCHES PUBLICS EN COURS

Code_interne	Libellé	N_marché	Titulaire	Date_début	Date_de_fin	Montant TTC	Date de trait	Date d'acq	N_marché
2019-001	Exercice du contrôle de premier niveau sur les opérations cofinancées par des fonds européens au titre du programme interreg ALCOTRA pour le projet PIREM BIOVALP	2019-001	RAS EOLIATION	29/05/2019	14/01/2023	6650	31/03/2022	31/03/2022	2019-001
2019-006	FOURNITURE ET LIVRAISON DE TITRES CADEAUX MULTI-INDIGES POUR LES AGENTS DE L'ARPE-ARB	2019-006	SCOP UP CADHOC	09/09/2019	01/09/2023	46000			2019-006
2019-007	REALISATION DES ACTIONS DE PRESSE DE L'ARPE-ARB	2019-007	SARL ACCES PRESSE	09/09/2019	06/09/2022	66400			2019-007
2019-008	FOURNITURE DE CARBURANT ET PRESTATIONS ANNEXES PAR CARTES ACCREDITIVES POUR L'ARPE-ARB	2019-008	SA TOTAL MARKETING FRANCE	06/09/2019	08/08/2022	48000	06/04/2022	06/04/2022	2019-008
2019-009	FOURNITURE D'UN SERVICE D'AGENCE DE VOYAGES POUR L'AGENCE REGIONALE POUR L'ENVIRONNEMENT - AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE (ARPE-ARB) PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	2019-009	HAVAS VOYAGES	03/02/2020	31/12/2023	72000	06/04/2022	06/04/2022	2019-009
2019-010	Fourniture de Tires restaurant pour les agents de l'Agence Régionale Pour l'Environnement - Agence Régionale de la Biodiversité (ARPE-ARB)	2019-010	SA EDENRED FRANCE	20/01/2020	31/12/2021	166000			2019-010
2020-001	Réalisation d'un diagnostic et mise en oeuvre de l'interopérabilité des bases de données en matière de biodiversité et habitats sur le territoire transalpin dans le cadre du projet interreg Alcotra : COBODIV N° 3556	2020-001	SAS NATURAL SOLUTIONS	18/05/2020	17/10/2021	134920			2020-00100
2020-002	LOCATION ET MAINTENANCE DE COPIEURS MULTIFONCTIONS	2020-002	SASU SHARP BUSINESS SYSTEMS FRANCE	22/06/2020	21/06/2025	34963,11	14/03/2022		2020-002
2020-005	FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET PAPER D'IMPRESSION	2020-005	OFFICE	02/11/2020	02/11/2024	40000			2020-005
2020-006	Fourniture et location longue durée de véhicules comprenant entretien, réparations et assurances	2020-006	SAS AGL SERVICES	15/01/2021	15/01/2024	29306,52	05/04/2022	05/04/2022	2020-006
2020-007	FOURNITURE D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES POUR L'ARPE	2020-007	ORANITEK - PROJETECH	19/01/2021	02/12/2024	80000			2020-00700
2020-008	MISSION D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE SUR LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES STATUTS DE L'ARPE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	2020-008	SILARL GOUTAL, ALBERT ET ASSOCIES	01/04/2021	31/03/2022	13800	31/03/2022	31/03/2022	2020-008
2021-001	IMPRESSION DE DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE L'ARPE-ARB	2021-001	IMP. VALLIERE-PRINT CONCEPT-IMP. CARACTERE	06/09/2021	03/09/2024	100000	22/03/2022	22/03/2022	2021-001
2021-002	CONCEPTION GRAPHIQUE DES DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE L'ARPE-ARB	2021-002	IMP. VALLIERE-ARC EN CIEL - ALYEN	06/09/2021	03/09/2024	105000	12/03/2022	12/03/2022	2021-002
2021-004	MISE A JOUR DU GUIDE TECHNIQUE "LA GESTION DES BOULEMENTS DES RIVERES"	2021-004	ALUABIO-OTEMPORA	13/10/2021	01/12/2022	75156			2021-004
2021-005	SOLUTION DE SERVEURS STOCKAGE ET SAUVEGARDES	2021-005	SAS IOTSI	13/01/2024		122602,42			2021-00500

CONVENTIONS (DEPENSES)

Tiers	Intitulé	Date Début	DATE Fin
la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PRIVE	06/04/2019	Tacite reconduction
CBNMED	CONVENTION "PLANTONS LOCAL"-CNBM	09/09/2021	31/12/2022
CBNALPIN	CONVENTION "PLANTONS LOCAL"	09/09/2021	31/12/2022
IMBE -INSTITUT	Convention pour la réalisation d'analyses de continuités écologiques	23/11/2021	31/01/2023
INRAE-AMU	Convention pour la réalisation d'analyses de continuités écologiques	23/11/2021	31/01/2023
LA TOUR DE VALAT	CONVENTION PARTENARIAT POUR LA MISE A JOUR DE L'INDICE REGION VIVANTE DANS LE CADRE DE L'ORB	07/10/2021	31/12/2022
LA TOUR DE VALAT	AVENANT A LA CONVENTION PARTENARIAT POUR LA MISE A JOUR DE L'INDICE REGION VIVANTE DANS LE CADRE DE L'ORB	29/03/2022	31/12/2022

REGISTRE D'INVENTAIRE PHYSIQUE

Exercice 2022

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
09-016	01/10/2009	Acquisition de parts sociales	0		100,00		FONCTIONNE MENT				266	
201200005	18/09/2012	MOBILIER BUREAU C	0	SARL ABC DIFFUSION	3 171,79		FONCTIONNE MENT	01/01/2013			21848	3 171,79
201300008	27/05/2013	SIEGES SY PLUS	0	TERTIA	1 052,48		FONCTIONNE MENT	01/01/2014			21848	947,25
201300015	11/12/2013	SIEGES ASSISES	0	SARL ABC DIFFUSION	1 493,33		FONCTIONNE MENT	01/01/2014			21848	1 343,97
201400004	18/03/2014	2 MEUBLES CASIERS /	0	SAS MANUTAN	2 190,82		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	1 752,48
201400005	22/04/2014	MOBILIER DE BUREAU	0	SARL ABC DIFFUSION	1 740,78		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	1 392,64
201400006	22/04/2014	MOBILIERS DE	0	SARL ABC DIFFUSION	7 220,85		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	5 776,72
201400007	19/05/2014	3 SIEGES HAUT DOSSIE	0	SARL ABC DIFFUSION	1 589,87		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	1 271,92
2014000091	27/05/2014	SOLUTIONS SERVEUR	0	SARL ADMENTIS	34 104,77		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21838	29 082,38

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
201400010	19/06/2014	MATERIEL BUREAU BÂT	0	SARL ABC DIFFUSION	2 979,65		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	2 383,68
201400015	30/09/2014	SIEGE S SEBBAN	1	SARL ABC DIFFUSION	590,08		FONCTIONNE MENT	01/01/2015			21848	472,00
2015000005	21/05/2015	SIEGE+CAISSON	1	SARL ABC DIFFUSION	1 125,61		FONCTIONNE MENT	01/01/2016			21848	791,00
2015000009	07/12/2015	PARTS SO. INSTITUT	1	INSTITUTE INSPIRE	300,00		FONCTIONNE MENT				261	
2015000010	02/11/2015	MOBILIER LEVANT	1	SARL ABC DIFFUSION	530,65		FONCTIONNE MENT	01/01/2016			21848	371,00
2015000011	02/11/2015	MOBILIER LEVANT GPI	1	SARL ABC DIFFUSION	530,65		FONCTIONNE MENT	01/01/2016			21848	371,00
2016000013	14/12/2016	FAUTEUIL ATTITUDE	1	SARL ABC DIFFUSION	505,61		FONCTIONNE MENT	01/01/2017			21848	306,00
2017000001	20/02/2017	2 ORDI PORT FUJITSU NS	2	SAS ID2I	1 638,37		OBSERVATOIRE REGIONAL	01/01/2018			21838	1 638,37
2017000002	20/02/2017	2 UNITES PC FUJITSU	2	SAS ID2I	1 638,36		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	1 638,36
2017000008	30/06/2017	SAMSUNG S8 64	1	SA BOUYGUES	1 053,60		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	1 053,60
2017000012	13/10/2017	ASUS-SAMU NGSE450-LIC	1	SAS ID2I	12 231,52		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	12 231,52
2017000014	16/11/2017	TELEPHONE PORTABLE	1	SA BOUYGUES	249,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	249,00
2017000018	23/10/2017	MICROPHONE PORTABLE	1	MUSIC WEST	540,80		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	540,80
2017000019	05/12/2017	FOURNITURE RRGMA	1	FNAC	837,00		RESEAU REGIONAL	01/01/2018			21838	837,00
2017000021	13/11/2017	ACHAT TEL PORTABLES	1	SA BOUYGUES	249,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2018			21838	249,00

ARPE - Budget ARPE

Número d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
2018000004	01/06/2018	5DETECTEUR GAZ-MASQUE	1	SAS LEMS	2 802,00		DOCUMENTS DE SYNTHESE	01/01/2019			2158	1 868,00
2018000007	07/08/2018	CASQUES CHANTIER	6	SA QUINCAILLERI	412,20		ASSISTANCE TECHNIQUE	01/01/2019			2158	276,00
2018000008	06/09/2018	PANASONIC GX80-KIT	1	FNAC	1 281,89		PROGRAMME S EUROPEENS	01/01/2019			2188	340,00
2019000002	04/02/2019	QNAP TS 463U 4G	1	SAS ID2I	2 078,94		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			21838	1 248,00
2019000004	21/03/2019	ACHAT EQUIPEMENT	1	SARL OMNITEK	9 485,34		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			21838	5 691,21
2019000005	18/01/2019	HP PROBOOK 450G5-ECRAN	1	SARL OMNITEK	1 138,80		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			21838	684,00
2019000006	28/01/2019	MINI TOUR GX200 USB3	1	SARL OMNITEK	988,80		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			21838	594,00
2019000007	12/02/2019	1 AN /LIFESIZE	1	SAS SI CONTACT	970,92		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			2051	970,92
2019000008	18/03/2019	5 Boitiers externes 2.5"	1	SARL OMNITEK	690,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			21838	414,00
2019000009	11/02/2019	VISIOCONF - LIFESIZEICON	1	SAS SI CONTACT	4 062,55		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			2051	4 062,55
2019000010	11/02/2019	VISIOCONF - LIFESIZEICON-	1	SAS SI CONTACT	8 671,90		FONCTIONNEMENT GENERAL	01/01/2020			21838	5 202,00
Total du bien 2019000009 :					12 734,45							9 264,55
2019000011	17/04/2019	CREATION DE 15 LIAISONS	1	MTS MEDITERRAN	2 820,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			2181	564,00
2019000012	15/05/2019	CLIMATISEUR DAIKIN 3500W	1	SARL REBUFFAT	3 916,82		FONCTIONNE MENT	01/01/2020			2181	783,00
2019000013	06/06/2019	CREATION ET DEV SITE	1	SARL OVEA	78,00		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2020			2051	78,00

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
20190000014	26/04/2019	CREATION DE 4 LIAISONS	1	MTS MEDITERRAN	792,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			2181	159,00
20190000015	06/05/2019	ACQUISITION ET	1	SARL CONVERGEN	16 740,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			21838	10 044,00
20190000017	20/06/2019	TRAVAUX DECLOISENN	1	ARTISAN LOMBARDO	864,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			2181	174,00
20190000018	26/08/2019	REPLACEMENT ENT	1	SAS ID2I	955,08		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			21838	573,00
20190000019	18/09/2019	ACHAT MATERIEL	1	SAS FASE	2 996,40		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2020			21838	1 797,00
20190000020	29/11/2019	ACQUISITION PC	1	SARL OMNITEK	19 882,20		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			21838	7 952,88
20190000021	07/10/2019	ACHAT PC MICROSOFT	1	SAS ID2I	1 611,86		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2020			21838	986,00
20190000022	07/05/2019	ACHAT ET INSTALLATIO	1	SAS ID2I	716,22		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			21838	429,00
20200000001	16/11/2019	EQUIPEMENT DE LA	1	SA IKEA ENTREPRISES	1 014,15		FONCTIONNEMENT	01/01/2020			21848	304,26
20200000002	18/12/2019	ACQUISITION DE 2	1	SAS SI CONTACT	1 578,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			21838	631,20
20200000003	18/12/2019	ACQUISITION SAMSUNG	1	SAS SI CONTACT	2 765,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			21838	1 106,00
20200000004	30/01/2020	APPREIL PHOTOS	1	FNAC	1 499,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2021			2188	200,00
20200000005	14/02/2020	4ORD PORT DELL15.6	1	SARL OMNITEK	8 670,60		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			21838	3 468,00
20200000006	05/02/2020	ACQUISITION LICENCE	1	SAS SI CONTACT	2 278,86		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			2051	2 278,86

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
2020000007	05/05/2020	TRAVAUX RENOVATION	1	ARTISAN LOMBARDO	6 861,60		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			2181	686,16
2020000016	08/06/2020	TRAVAUX 4BLOCS	1	ARTISAN LOMBARDO	6 861,60		FONCTIONNEMENT GENERAL	01/01/2021			2181	686,00
2020000017	25/06/2020	TRAVAUX 4 BLOCS	1	ARTISAN LOMBARDO	9 148,80		FONCTIONNEMENT GENERAL	01/01/2021			2181	914,00
Total du bien 2020000007 :					22 872,00							2 286,16
2020000008	06/04/2020	CREATION ET DEV SITE	1	SARL OVEA	78,00		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2021			2051	78,00
2020000009	09/07/2020	LOGICIEL CRM SPECIAL	1	SARL OGMYS	7 200,00		Territoires durables	01/01/2021			2051	7 200,00
2020000010	06/07/2020	CONVENTION DE CESSION	1	PEPIN DENIS	2 500,00		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2021			2051	2 500,00
2020000011	30/07/2020	SALLE DE REUNION	1	SAS SI CONTACT	322,92		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			2051	322,92
2020000012	11/08/2020	CREATION AGENDA	1	SCOP LA FOLLE	7 155,00		BUDGET COMMUNICATION	01/01/2021			2051	7 155,00
2020000013	15/10/2020	DEPOT DE MARQUE	1	INPI	350,00		MECENAT	01/01/2021			2051	350,00
2020000014	02/12/2020	Facture n° FV1604532 du	1	SA BERGER LEVRAULT	1 800,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			2051	1 800,00
2020000015	09/12/2020	1 LICENCE MICROSOFT	1	SAS ID2I	1 401,12		BUDGET COMMUNICATION	01/01/2021			2051	1 401,12
2020000016	13/10/2020	FOURNITURE OUTIL	1	SCOP HASHBANG	6 480,00		FONCTIONNEMENT	01/01/2021			2051	6 480,00
2020000019	31/12/2020	CREATION CARTES	1	EVASION PRODUCTION	650,00		BUDGET COMMUNICATION	01/01/2021			2051	650,00
2021000001	26/02/2021	CREATION ET DEV SITE	1	SARL OVEA	8 746,80		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2022			2051	4 373,00

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
2021000002	26/02/2021	REALISATION S CLIPS	1	SARL GRENNA	1 608,00		ANIMATION REGIONALE	01/01/2022			2051	804,00
2021000003	26/02/2021	REFONTE SITES ARBE	1	SARL MONUNIVERT	24 000,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	12 000,00
2021000004	02/03/2021	LIFESIZE-MAI NTEANCE	1	SAS SI CONTACT	3 032,50		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	1 516,00
2021000005	01/04/2021	DELL XPS 15 CORE I9	1	SARL OMNITEK	3 259,00		PITEM	01/01/2022			21838	652,00
2021000006	01/04/2021	2 DISQUES DURS EXT	1	SARL OMNITEK	456,00		FONCTIONNEM ENT GENERAL	01/01/2022			21838	91,00
Total du bien 2021000005 :					3 714,00							743,00
2021000007	09/04/2021	CREATION EXTRANET	1	SA GEOFIT	13 200,00		SYSTEME INFORMATION	01/01/2022			2051	6 600,00
2021000008	07/05/2021	DELL VOSTRO 3600	1	SARL OMNITEK	720,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			21838	64,97
2021000009	19/05/2021	REALISATION FILM ET	1	ASSO ASSOCIATION	9 988,81		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	4 994,41
2021000010	29/06/2021	CLIP VIDEO UICN 50%	1	SCOP MEDINSCOP	3 900,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	1 950,00
2021000011	20/07/2021	10 DELL 15"-1 DELL 14"-1 HP	1	SARL OMNITEK	20 283,64		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			21838	4 057,00
2021000012	04/08/2021	TOURNAGE ET MONTAGE	1	SCI MPPROVENCE	14 160,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	7 080,00
2021000013	20/08/2021	40 LICENCES MOMA	1	SARL CONVERGEN	2 664,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	1 332,00
2021000014	20/08/2021	MICROSOFT 365	1	SAS ID2I	312,66		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	156,00
2021000015	22/09/2021	CRM EVENTMANA	1	SARL OGMYS	6 720,00		Territoires engagés pour	01/01/2022			2051	3 360,00

ARPE - Budget ARPE

Numéro d'inventaire	Date acquisition	Désignation du bien	Quantité	Fournisseur	Valeur d'acquisition	Subventions	Services gestionnaire	Date début amort.	Date de sortie	Valeur nette sortie	Compte	Cumul amortissement
2021000016	22/09/2021	REALISATION 8 CLIPS	1	SARL EXPRIMER	8 292,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	4 146,00
2021000017	20/09/2021	REALISATION VIDEOS DU	1	SARL EXPRIMER	6 262,80		RESEAU REGIONAL	01/01/2022			2051	3 131,40
2021000018	22/08/2021	ACQUISITION DE	1	SARL OMNITEK	6 910,42		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			21838	1 382,08
2021000019	04/10/2021	ONDULATEUR LIGNE	1	SARL OMNITEK	1 290,00		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			21838	258,00
2021000020	12/10/2021	REFONTE SITE ARBE	1	SARL MONUNIVERT	12 000,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	6 000,00
2021000021	09/11/2021	REALISATION D UN CLIP	1	SCOP MEDINSCOP	3 900,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	1 950,00
2021000022	25/10/2021	RENOUVELLE MENT 1 AN	1	SAS ID2i	676,02		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	338,00
2021000023	04/11/2021	FORFAIT MIGRATION	1	SAS ID2i	2 661,40		FONCTIONNE MENT	01/01/2022			2051	1 331,00
2021000024	05/10/2021	5 PRESENTOIR	1	SAS CARTON KIT	516,00		LIFE HABITAT CALANQUE	01/01/2022			21848	51,60
2021000025	11/12/2021	EVOLUTIONS DIVERSES	1	SARL MONUNIVERT	3 900,00		BUDGET COMMUNICATI	01/01/2022			2051	1 950,00
2021000026	15/12/2021	CAPTATION IMAGES	1	SARL METAPROD	253,20		ANIMATION REGIONALE	01/01/2022			2051	127,00
2022000001	21/02/2022	DEVELOPPE MENT	1	SAS ESPACE PRIVE	720,00		FONCTIONNE MENT	01/03/2022			2051	300,00
X-001	14/10/2005	Caution Sandrica	0	SAS SANDRICA	0,00		FONCTIONNE MENT				275	
Total du budget ARPE - Budget ARPE :					390 667,01							220 949,02

Statuts de l'Agence Régionale de la Biodiversité et de l'Environnement

ANNEXES

LISTE DU PERSONNEL DU SYNDICAT MIXTE ARPE-ARB AU 30 AVRIL 2022

Liste du personnel en date du 30 avril 2022

Identification agent		Statut	Type de contrat	Durée	Date début	Date fin	Type de poste
NOM	Prénom						
ACCA	Alexandra	Contractuel	CDD	1 an	10/01/2022	09/01/2023	poste permanent
AUBERT	Emma	Contractuel	CDD	2 ans	04/06/2021	03/06/2023	poste permanent
BARLETTA	Laurence	Titulaire					
BOUDOU	Paloma	Titulaire					
BRAY	Xavier	Contractuel	CDI	Sans objet	01/04/2020	sans objet	poste permanent
CALLEC	Anaëlle	Contractuel	CDD	6 mois	07/02/2022	06/08/2022	remplacement AH en congés maternité
CHAMBONNEAU	Fleur	Contractuel	CDD	6 mois	03/11/2021	04/05/2022	poste accroissement activité
CIMIOTTA	Nathalie	Titulaire					
DESIDERIO	Christel	Titulaire					
DRAGONE	Corinne	Titulaire					
DUCKROQUET	Marylou	Contractuel	CDD projet	31 mois	01/03/2022	30/09/2024	Contrat de projet DUODIVERSITE
ELABDELLAOUI	Ikram	Contractuel	CDD	6 mois	01/02/2022	31/07/2022	poste accroissement activité
FIDENTI	Gunnel	Titulaire					
FOUREST	Thomas	Titulaire					
FREIHOUT	Annelise	Titulaire					
GARRIDO	Stéphanie	Titulaire					
GHOUZOUANE	Rabaa	Titulaire					
GLORIAN	Audrey	Titulaire					
GUEYRAUD	Thibault	Contractuel	CDD	1 an	01/03/2022	28/02/2023	poste permanent informaticien
HALBEDEL	Sandrine	Titulaire					
HENNEQUIN	Agnès	Titulaire					
HUMBERT	Anaëlle	Contractuel	CDD	3 ans	09/09/2019	08/09/2022	poste permanent
JEAN	Pauline	Contractuel	CDD	6 mois	08/11/2021	07/05/2022	poste accroissement activité
KHALIZOFF	Samantha	Contractuel	CDD	6 mois	01/12/2021	31/05/2022	poste accroissement activité suite mutation VB
LABAT	Sabine	Contractuel	CDD	6 mois renouvelable	05/04/2022	04/10/2022	poste accroissement activité suite démission CL
LANSIAUX	Marjorie	Titulaire					
LISENA	Annie	Contractuel	CDD	1 an	24/08/2021	23/08/2022	poste permanent
LOMBARDO	Estelle	Contractuel	CDD	1 an	16/05/2022	15/05/2023	poste permanent
MAZARD	Clemence	Contractuel	CDD	6 mois	24/01/2022	23/07/2022	Remplacement PB en congés maternité
MAZZELLA	Jenny-Soon	Titulaire					
MICHEL	Audrey	Titulaire					
PERCEL	Gwendoline	Contractuel	CDD	7 mois	11/10/2021	10/05/2022	poste accroissement activité
PETENIAN	Frédéric	Titulaire					
POULIN	Claire	Titulaire					
PUTERI	Stéphanie	Titulaire					
QUINTAS	Sabine	Contractuel	CDD	3 ans	03/09/2019	02/09/2022	poste permanent
RAINA	Cécile	Titulaire					
ROEHLLY	Corinne	Titulaire					
ROGER	Anthony	Contractuel	CDD	1 an	28/03/2022	27/03/2023	poste permanent
RUFFINATTI	Aurélié	Titulaire					
SALARD	Laurence	Titulaire					
SALVATI	Lisa	Contractuel	CDD	1 an	17/05/2021	16/05/2022	poste accroissement activité
VIGE	Vincent	Contractuel	CDD	3 ans	01/07/2019	30/06/2022	poste permanent
WEPIERRE	Nicolas	Titulaire					

